



## COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION  
N° CFVU-2021-03-PMD-68

RESULTAT DU VOTE  
Nombre de votants : 33  
Voix favorables : 33  
Voix défavorables : 0  
Abstentions : 0

Master deuxième année  
**Domaine Droit, Economie, Gestion**  
**Mention Droit Social**  
**Parcours Droit et Sciences du Travail Européen**

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit Social parcours Droit et Sciences du Travail Européens**.

## **I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 1 Objectifs de la formation**

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit Social parcours Droit et Sciences du Travail Européens est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit interne, comparé et international, en particulier, en droit civil, en droit de la santé, en droit de l'action sociale etc.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

### **ARTICLE 2 Conditions d'accès**

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1<sup>ère</sup> année de master Mention Social parcours type Droit et sciences du travail européen.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1<sup>ère</sup> année du Master Mention Social parcours type Droit et sciences du travail européen à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

### **ARTICLE 3 Redoublement**

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par Le Président sur avis du jury d'examen.

### **ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure**

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par Le Président de l'établissement.

## **TITRE II – ENSEIGNEMENTS**

### **ARTICLE 5      Organisation de la formation**

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences, donnant droit à des crédits (ECTS).

Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe.

L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant.

### **ARTICLE 6      Voie professionnelle et voie recherche**

L'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage en entreprise d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :

- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise

Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité. Le mémoire est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

## **TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES**

### **ARTICLE 7      Organisation des examens**

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

## ARTICLE 8 **Modalités d'évaluation de la session d'examen**

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

### **Motif impérieux et légitime**

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique.

Le Président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.

## ARTICLE 9 **Prévention du plagiat / Charte des examens**

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

## ARTICLE 10 **Bonifications**

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

## **TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION**

## ARTICLE 11 **Condition de validation des unités et des semestres**

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

- **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

- **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation.

- **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la note moyenne (10/20).

- **Par compensation :**

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives. Dans ce cas, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

## **ARTICLE 12 Conditions d'obtention d'une mention**

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- **PASSABLE** : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- **ASSEZ BIEN** : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- **BIEN** : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- **TRES BIEN** : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

## **ARTICLE 13 Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- **PASSABLE** : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- **ASSEZ BIEN** : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- **BIEN** : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- **TRES BIEN** : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

**Hugues KENFACK**

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'HK', written over a red circular official stamp. The stamp contains the text 'UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE' around the perimeter and a small emblem in the center.

Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : liste des bonifications proposées par la composante dans le cadre de la formation

## Annexe 1 Master 2 Droit Social parcours Droit et Sciences du Travail Européens année 2021-2022- SEMESTRE 3

UE	BLOC DE COMPETENCES	Enseignement	Statut	ECTS	Heures	Nature épreuve	Total Points	Porteur/ Porté	Mutualisé avec
COMPETENCES TRANSVERSALES									
UE1	USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Valorisation et traitement de l'information	Obligatoire	1	20	Contrôle continu	20		
UE2	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	gestion de projet	Obligatoire	5	5	Contrôle continu	20		
		ateliers d'insertion professionnelle et organisation de la conférence annuelle (note collective)	Obligatoire		27	Contrôle continu	80		
COMPETENCES DISCIPLINAIRES									
UE3	NIVEAU EXPERT : MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	Droit du travail approfondi	Obligatoire	6	30	ECRIT	120		
COMPETENCES DE SPECIALITE									
UE4	NIVEAU EXPERT : RH, ADAPTATION ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES	Gestion des RH et management interculturel	Obligatoire	8	30	Ecrit 1h30	160		
		Gestion de la paie	Obligatoire		12				
		Construction d'un plan de formation	Obligatoire		9				
Bonification							2 x 2 %		
TOTAL SEMESTRE 3				20	133		400		

## Annexe 1 Master 2 Droit Social parcours Droit et Sciences du Travail Européens année 2021-2022- SEMESTRE 4

UE	Libellé Bloc de compétences	Libellé Enseignement	Obligatoire /Option	ECTS	Heures	Nature épreuve	Total Points	Porteur/ Porté	Mutualisé avec
<b>COMPETENCES TRANSVERSALES</b>									
UE 5	<b>NIVEAU EXPERT : DROIT SOCIAL INTERNATIONAL, EUROPEEN ET COMPARE</b>	Droit social comparé	Obligatoire	12	60	Contrôle continu	150		
		Politiques sociales de l'UE	Obligatoire		24	Ecrit 1h30	45		
		Mobilité internationale des travailleurs	Obligatoire		15	Ecrit 1h30	45		
UE6	<b>NIVEAU EXPERT: TRANSFORMATION DU MONDE DU TRAVAIL, DES MODALITES DE TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE:</b>	Analyse des organisations	Obligatoire	12	30	Contrôle continu	60		
		Economie du travail	Obligatoire		20	Ecrit 1h30	40		
		Droit du travail, IA et transformation numérique (à créer)	Obligatoire		9	Contrôle continu	30		
		Actualité de la protection sociale	Obligatoire		9	Contrôle continu	30		
UE 7	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Stage( 3 mois Voie Professionnelle) ou mémoire de recherche (voie recherche)	obligatoire	10		<b>Voie recherche :</b> Mémoire et soutenance <b>Voie professionnelle :</b> rapport de stage	400		
UE 8	DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Rédaction rapport de stage (Voie professionnelle)/ Rédaction d'un mémoire de recherche + soutenance (Voie recherche)	obligatoire	10		Soutenance			
	<b>Bonification</b>						2 x2 %		
	<b>TOTAL SEMESTRE 4</b>			<b>40</b>	<b>167</b>		<b>800</b>		
	<b>TOTAL ANNEE</b>			<b>60</b>	<b>300</b>		<b>1200</b>		

## Annexe 2 Compétences associées Master 2 Droit Social parcours Droit et Sciences du Travail Européens- année 2021-2022

BLOC DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES
<b>COMPETENCES TRANSVERSALES</b>	
USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Se servir de manière autonome des outils numériques
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques Développer une conscience critique Conduire une analyse réflexive



COMPETENCES DISCIPLINAIRES	
<b>NIVEAU EXPERT</b> : MAITRISER LE DROIT DE LA RELATION INDIVIDUELLE DE TRAVAIL DANS LES ORGANISATIONS ET SUR LE MARCHE DU TRAVAIL	<p>Analyser et appliquer les règles gouvernant le contrat de travail dans toutes leurs dimensions (nationale, européenne et internationale)</p> <p>Traiter une problématique salariale dans une vision d'ensemble disciplinaire et pluridisciplinaire</p> <p>Identifier, gérer et prévenir les risques juridiques en matière de relations individuelle de travail</p> <p>Concevoir, sécuriser et auditer les actes juridiques en matière de gestion de la relation d'emploi</p> <p>Assurer la veille juridique</p>
COMPETENCES DE SPECIALITE	
<b>NIVEAU EXPERT</b> : DROIT SOCIAL INTERNATIONAL, EUROPEEN ET COMPARE	<p>Organiser la mobilité européennes des salariés en tenant compte de la législation sociale du pays d'accueil dans toutes ses dimensions</p> <p>Identifier les risques et opportunités d'une mobilité au regard de la législation sociale du pays d'accueil</p> <p>Informers les salariés partant/arrivant en mobilité</p>
<b>NIVEAU EXPERT</b> : RH, ADAPTATION ET DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES	<p>Conduire une politique de ressources humaines dans un contexte multiculturel</p> <p>Concevoir et mettre en œuvre le plan de développement des compétences</p>
<b>NIVEAU EXPERT</b> : TRANSFORMATION DU MONDE DU TRAVAIL, DES MODALITES DE TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE:	<p>Identifier les nouvelles formes d'organisations du travail et sécuriser juridiquement leur mise en oeuvre dans l'entreprise.</p> <p>Mesurer l'impact de la transformation numérique sur l'évolution des métiers et proposer des solutions en interne à l'entreprise</p>



### **ANNEXE 3 – BONIFICATIONS**

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :  
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.  
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.  
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.  
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours  
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques  
Liste des enseignements donnant droit à bonification

#### **Engagement citoyen : Valorisation semestre 2**

Conformément aux textes en vigueur :  
La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;  
- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;  
- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).